

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION N'A PAS DE PRIX !

M. Castaner a fait convoquer Romain Altmann, secrétaire d'Info'Com-CGT, par la police judiciaire le lundi 18 mars 2019 sous prétexte que l'affiche dit « du nounours » tomberait sous le coup d'articles de loi sur la diffamation.

La FILPAC CGT n'accepte pas que le ministre de l'intérieur, celui-là même qui est responsable de la répression sauvage et brutale orchestrée par le gouvernement Macron face aux mouvements des gilets jaunes, se serve de la justice pour museler une nouvelle fois la liberté d'expression dans notre pays.

Quel que soit l'avis de chacun face à l'affiche incriminée, cette nouvelle manœuvre gouvernementale pour tenter de museler une expression d'un syndicat de la CGT sur les exactions policières est intolérable. D'autant plus que des dizaines de victimes de cette répression ont été gravement blessées et que les droits fondamentaux de certains manifestants inculpés ont été grandement bafoués. De plus, les dernières dispositions de l'État sur le droit à manifester, ou plutôt à ne pas manifester, nous inquiètent fortement et se doivent d'être combattues dès à présent. C'est d'ailleurs une des revendications qui sera exprimée lors de la manifestation du 19 mars contre le projet sociétal que ce gouvernement tente de nous imposer par la force.

« En France, la liberté d'expression n'est pas assez utilisée par ceux qui ont les moyens de s'en servir. » Charb

C'est pourquoi la FILPAC CGT appelle à participer au rassemblement prévu pour se tenir le lundi 18 mars 2019 au 36, rue du Bastion à 13h30. Solidaires rassemblons-nous le 18, le 19 et à tous les autres rendez-vous de la CGT pour défendre la liberté d'expression ainsi que nos garanties démocratiques de syndicalistes et de citoyens.

LA FILPAC CGT CONTRE...

